



## Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 11 octobre 2012)

**Sylvie van den Wildenberg (Porte-parole ONUCI)** : Mesdames et messieurs, bienvenue à ce point de presse hebdomadaire de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). J'ai le plaisir, aujourd'hui, de recevoir le Représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) en Côte d'Ivoire, M. Gianluca Ferrera, qui va vous faire un exposé sur un rapport qui vient de sortir sur la sécurité alimentaire mondiale qui vient d'être publié, et qui vous parlera du cas plus précis de la Côte d'Ivoire. Il vous parlera également de la Journée internationale de l'Alimentation qui sera célébrée le 16 octobre.

Avant de passer en revue l'actualité de la Mission au cours de la semaine passée, je voudrais apporter une précision importante sur un sujet d'actualité :

Ce matin, certains media ont évoqué la découverte de restes humains par les autorités ivoiriennes et l'ONUCI à Duekoue, à l'ouest du pays. Je voudrais vous confirmer le début de fouilles à Duékoué dans le quartier de Toguei. Hier nos équipes ont été informées par des sources civiles de la possibilité de la présence d'une fosse commune dans le quartier. Une équipe mixte des autorités ivoiriennes et de l'ONUCI est descendue sur place et a entamé des fouilles. Ces dernières ont dû être interrompues à la tombée du jour. A l'heure où elles se sont interrompues, un ossement apparemment humain avait été découvert. Ce matin, le Procureur de la République – (Procureur de Man) – est descendu sur les lieux et les recherches se poursuivent. Nous attendons de plus amples informations sur les résultats de ces fouilles.

J'en viens maintenant aux activités de la Mission. Le Représentant spécial a effectué une visite de travail à Dakar, capitale du Sénégal, où il a participé lundi à la 24<sup>e</sup> consultation des Chefs de Missions de paix des Nations Unies en Afrique de l'Ouest. Ces consultations permettent de renforcer la coordination de l'action de l'ONU pour la promotion de la stabilité dans la sous région. Le Chef de l'ONUCI et ses homologues - le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, Said Djinnit, le Représentant spécial pour la Guinée Bissau, Joseph Mutaboba et la Représentante spéciale pour le Liberia, Karin Landgren ainsi que le Représentant exécutif et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone, Jens Anders Toyberg-Frandzen - ont également **rencontré le Président de la République du Sénégal, Macky Sall**, avec qui ils ont échangé sur la situation qui prévaut actuellement dans la région et dans les différents pays dans lesquels sont basées les Missions de l'ONU dont ils ont la charge.

**Au cours de leur réunion des Chefs de Mission de l'ONU en Afrique de l'Ouest**, les représentants ont, en particulier, souligné le rôle critique de la coopération au niveau local, régional et international pour adresser les questions de sécurité transfrontalières; Ils ont noté que la complexité des menaces à la

sécurité dans la sous région s'était aggravée en raison des récentes crises du Mali et de la Guinée Bissau, ainsi qu'en raison d'une hausse de la criminalité, du trafic d'armes et de stupéfiants, et des activités de piraterie et de terrorisme transfrontaliers.

En ce qui concerne plus particulièrement la Côte d'Ivoire, les Représentants spéciaux ont salué les progrès accomplis dans le pays depuis la fin de la crise post électorale. Ils ont encouragé les initiatives visant à renforcer le dialogue politique et la réconciliation nationale et souligné la nécessité de continuer d'appuyer la réforme du secteur de sécurité (RSS) et le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR). Les Chefs de Mission de paix de l'ONU se sont également dits déterminés à poursuivre leurs efforts pour contribuer à la résolution des crises, à la consolidation de la paix et au développement de la sous région.

**De Dakar, M Koenders s'est rendu directement à Yamoussoukro où il a participé avant-hier à la 52<sup>e</sup> session ordinaire de la Commission africaine des Droits de l'homme et des Peuples, présidée par le Chef de l'Etat ivoirien, le Président Alassane Ouattara. Le chef de l'ONUCI représentait à cette conférence le Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme, Madame Navy Pillay. Monsieur Koenders a fait état de l'important partenariat qui existait de longue date entre les Nations Unies et la Commission africaine. Il a réitéré le plein appui de l'ONU aux efforts de la Commission, du continent africain et aussi de la Côte d'Ivoire en vue de créer une culture des droits de l'homme. Evoquant plus spécifiquement le cas de la Côte d'Ivoire, M. Koenders a salué la mise en place, dans le pays, de mécanismes cruciaux de justice transitionnelle qui regroupent à la fois des mécanismes judiciaires, notamment la cellule d'enquête spéciale, et des structures non judiciaires, à savoir la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR) et la Commission nationale d'enquêtes ». M. Koenders s'est dit convaincu que, dans l'intérêt de la paix et de la réconciliation, ces mécanismes sollicités par le peuple ivoirien pour se relever, devaient être actionnés dans la transparence, l'impartialité et avec toute la fermeté nécessaire ».**

**J'en viens à présent à la visite en Côte d'Ivoire du Sous-secrétaire général à l'Etat de droit et aux institutions chargées de la sécurité du Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, M Dmitry Titov, qui avait débuté le 3 octobre dernier, et qui s'est conclue ce lundi 8 octobre au terme d'une série de rencontres avec les autorités et institutions ivoiriennes, équipes de l'ONUCI, agences des Nations Unies et autres partenaires impliqués dans la promotion de l'Etat de droit. L'objectif de la visite de M. Titov était de faire le point sur les questions relevant du pilier Etat de droit, dont il a la charge au sein du Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Son but était d'évaluer l'appui de l'ONU au système judiciaire, policier, correctionnel du pays, ainsi que la mise en œuvre des chantiers de la réforme du Secteur de Sécurité (RSS) et du processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) des combattants. Outre ses rencontres à Abidjan, M. Titov, s'est également rendu sur le terrain, où il a visité plusieurs projets d'appui de l'ONU aux institutions de l'Etat de Droit en Côte d'Ivoire. Il a notamment visité la prison civile de Daloa, dont il a pu apprécier la réhabilitation effectuée par l'ONUCI, dans le cadre de ses projets à impact rapide (QIPS). M. Titov s'est également rendu à Guiglo, où il a visité un camp DDR mis sur pied par la Mission ainsi que le tribunal de la ville, également réhabilité par l'ONUCI en partenariat avec des agences du Système des Nations Unies (SNU) et d'autres partenaires au développement.**

**En ce qui concerne la situation sécuritaire dans le pays et les activités de la Force de l'ONUCI, la situation sécuritaire** est jugée calme mais fragile ces derniers jours plus spécialement à l'Ouest du pays où des rumeurs d'attaques sur les localités de TAI, TOULEPLEU et DANANE sont demeurées persistantes. Le Commandant de la Force, le Général Muhammed Iqbal Asi s'est rendu, la semaine dernière, dans la région pour s'enquérir sur place de la situation sécuritaire et des mesures prises afin de renforcer le dispositif de protection des civiles en appui aux forces de sécurité. Sur place, outre ces visites aux unités déployées dans la zone, il a eu des contacts avec les autorités et les services de sécurité locaux. Bien que le degré de préparation des unités soit à un haut niveau, le Commandant de la Force a donné des directives claires pour renforcer les patrouilles et le mécanisme de vigilance dans la région. Cela afin de permettre une réactivité aussi efficace que possible pour répondre à la situation actuelle. Il a également exhorté l'ensemble des unités à la plus grande vigilance et à intensifier les contacts avec la population civile et les autorités dans leur zone respective de responsabilité.

Je termine ce compte rendu des activités par une bonne nouvelle pour les populations de l'Ouest : les contingents de génie de la Force de l'ONUCI ont terminé la réhabilitation des 35 kms de **l'axe routier TAI-SAKRE-ZRIGLO**. Cette route dessert les localités qui jusqu'ici étaient fortement isolées en raison du mauvais état de la route et qui maintenant sont plus accessibles grâce à ces travaux de réhabilitation.

Je vais maintenant donner la parole au représentant du PAM qui va nous entretenir du rapport mondial sur la sécurité alimentaire mondiale et de la Journée internationale de l'alimentation la semaine prochaine.

**Gianluca Ferrera (Représentant du PAM)** : Merci beaucoup chers collègues de la presse. Avant de vous parler de la Journée mondiale de l'Alimentation qui est célébrée chaque année le 16 octobre, je voudrais vous parler brièvement du rapport sur le statut de l'insécurité alimentaire dans le monde. Ce rapport qui vient de sortir est publié toutes les années par les trois agences qui ont le mandat sur l'alimentation notamment le PAM, la FAO et l'IFAD. Ce Rapport qui normalement sort vers la moitié du mois d'octobre. Il est disponible sur le site de la FAO. L'un de ces grands messages c'est que cette année les efforts des pays ont aide à faire sortir des millions de personnes de l'insécurité alimentaire et que les pays ont aussi développé des politiques de filet de sécurité de protection sociale pour appuyer les plus vulnérables. Il y a malheureusement des personnes qui ne sont pas bénéficiaires de la croissance économique et pour ces groupes et pour ne pas les perdre, il faut mettre en œuvre des filets de sécurité productif. Ce n'est pas de l'assistanat mais des filets productifs qui puissent permettre de récupérer dans la vie active ces groupes vulnérables. Voilà en gros le message que je voulais retenir de ce rapport qui est disponible sur le site web de la FAO.

Je passe donc à l'autre point qui est un peu la présentation de la Journée mondiale de l'alimentation et avec un peu plus de référence aux activités en côte d'Ivoire. Le PAM commémorera la Journée mondiale de l'alimentation le 16 octobre 2012 en réaffirmant son engagement et du gouvernement à travailler avec la communauté, la société civile, le gouvernement et le secteur privé pour mettre un terme à la faim. Au cours de ces dernières années, les communautés ont subi sur presque tous les continents les effets dévastateurs de la flambée des prix alimentaires, des catastrophes naturelles, des urgences liés aux chocs climatiques et aux conflits qui ont contribué à exacerber la faim et la pauvreté. Heureusement l'assistance humanitaire du PAM en collaboration avec des partenaires à travers le monde ont apporté aide et espoir à des millions de

personnes. Le PAM se trouve confronté à plusieurs défis alors que nous œuvrons à assurer que les personnes sous alimentées et démunies reçoivent de bons aliments au bon moment, a déclaré la Directrice exécutive du PAM. De la région du Sahel touchée par la troisième sécheresse les dernières années jusqu'au Moyen orient affecté par l'instabilité en passant par des communautés où les aliments de base sont devenus inaccessibles en raison des prix prohibitifs, le PAM achemine une assistance alimentaire vitale dans les endroits qui en ont le plus besoin. En 2011, le PAM a nourri près de 200 millions de personnes dans 75 pays dont 11 millions d'enfants ayant reçu un appui nutritionnel et spécial. Ici en Côte d'Ivoire, le PAM joue un rôle majeur à travers l'action humanitaire et aux efforts de redressement. Les opérations du PAM en cours portent essentiellement sur la fourniture d'une assistance humanitaire vitale aux populations touchées par la crise prolongée depuis 2002 et le déplacement interne de la population résultant de la contestation de l'élection présidentielle de novembre 2010. Depuis mars 2012, le PAM fournit une aide d'urgence qui comprend la distribution générale de vivres, les activités de nutrition... C'est un donc un paquet de mesures qui sont déployés pour venir en aide aux différents besoins de populations les plus démunies. De janvier à juin 2012, le PAM a ainsi assisté 273 000 personnes déplacées internes, 163 000 rapatriés, 17 000 enfants malnutris de moins de 5 ans, 11 000 femmes enceintes et allaitants souffrant de malnutrition et 6 000 patients malnutris sous traitement antirétroviraux. Un projet de transfert monétaire inconditionnel a été initié dans les quartiers pauvres d'Abidjan et a atteint 49 000 bénéficiaires dont 90% des femmes. Un projet similaire est en cours d'exécution à l'ouest du pays. Le PAM a également mis en œuvre une intervention prolongée de secours et de redressement afin de soutenir le processus de reconstruction du pays en aidant le retour à l'école de 568 000 enfants et de 5 000 enseignants et leur famille à travers un programme de repas de cantine scolaire. Pour la période 2013-2015, le PAM en Côte d'Ivoire mettra l'accent sur l'appui à la stratégie à la pérennisation axé sur l'appui aux communautés villageoises pour leur permettre de couvrir progressivement l'approvisionnement des cantines en échange de la mise en place de mécanismes de sécurité alimentaire.

***Stanislas Ndanyshinie (RFI) : Combien d'Ivoiriens bénéficient aujourd'hui de l'aide du PAM et donc dépendent véritablement de l'aide du PAM ? Est-ce que le chiffre que vous allez me donner va se réduire ou augmenter selon vos projections?***

**GF :** Le bilan que nous avons fait sous le premier semestre de l'année 2012 est le suivant: Nous avons assisté dans le cadre de notre opération d'urgence 273 000 personnes déplacées et retournées internes. A cela s'ajoute 163 000 rapatriés. Si l'on fait l'addition, on est environ à 450 000 personnes assistées dans le cadre de la crise post électorale suite à la contestation présidentielle de novembre. A côté de ce groupe central, il y a eu des interventions notamment dans le domaine de la nutrition notamment 19 000 enfants pris en charge par le centre de santé souffrant de malnutrition modérée et 11 000 femmes enceintes et allaitantes. Ce sont des interventions nutritionnelles de prise en charge des enfants et des femmes enceintes. Le PAM a assisté 558 000 enfants bénéficiant de repas de cantine scolaire. Ce ne sont pas des interventions d'urgence mais plutôt des interventions pour sensibiliser à la fréquentation scolaire et permettre un meilleur apprentissage aux élèves pendant les cours.

S'agissant de la deuxième question, tous nos chiffres sont basés sur des résultats d'enquêtes. Nous sommes en ce moment en train de mener une enquête pour d'abord faire le suivi de la campagne agricole. Le mois d'octobre est le mois de récolte de céréales le plus important en Côte d'Ivoire. Nous sommes donc en train de faire une évaluation avec le ministère de l'agriculture et la FAO

sous la campagne. Et à côté de l'évaluation de la campagne de la récolte, on est en train de mener une enquête de vulnérabilité dans certaines parties du pays notamment l'ouest et le nord qui sont les régions chroniquement plus exposés aux problèmes de la sécurité alimentaire pour pouvoir mesurer et déterminer les besoins résiduels d'assistance alimentaire. Je ne m'aventure donc pas encore à vous dire quelles seront les prévisions. Les constats que les équipes terrain nous envoient sont que la campagne a été moyenne si on la compare avec les années passées. On peut donc s'attendre à une année normale. Ce qui est très important est que la région a eu une campagne qui s'annonce aussi normale. Vous vous souvenez l'année passée la région a été confrontée à une crise majeure dans les pays du sahel et ces crises ont eu des effets sur la Côte d'Ivoire parce que beaucoup de ces pays venaient s'approvisionner en céréales en Côte d'Ivoire et on a eu dans le nord du pays pendant le mois de juillet le prix du maïs qui a augmenté de plus de 180% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Cela a causé de gros problèmes aux ménages vulnérables en termes d'accès au marché des céréales. Cette année, on ne s'attend plus à ces phénomènes, la situation étant meilleure dans la région.

***Fortuné Kouassi (Petit journaliste ivoirien) : M Ferrera, quelle est la situation alimentaire en Côte d'Ivoire depuis la fin de la crise post électorale ? Quelles sont les mesures d'urgences à apporter pour que les Ivoiriens souffrent moins de faim ?***

**GF :** Comme je viens de le dire, la Côte d'Ivoire est encore confrontée à des problèmes de sécurité alimentaire. Ils sont bien géographiquement concentrés. Comme je l'avais dit, c'est surtout l'ouest et le nord du pays qui sont des préoccupations pour le PAM pour des raisons différentes. Comme je l'ai dit, l'ouest à cause des conséquences de la crise. Beaucoup de ménages ont été déplacés et n'ont pas pu effectivement développer leur activité agricole l'année passée. Et donc la production agricole pour ces ménages a été fortement touchée. Beaucoup sont encore réfugiés dans des pays voisins. Et ceux qui sont rentrés ne l'ont pas fait à temps pour pouvoir produire à temps. Cette année, on s'attend à une amélioration dans l'ouest, parce que ces problèmes cette année ont été moindre par rapport à la campagne agricole de l'année passée. Au nord, c'était plutôt comme je l'ai dit, un problème de prix, extrêmement élevé par rapport à la normale. Et cela a été la conséquence directe aussi de la crise qui a touché le nord mais aussi de la crise du Sahel. Là également, on prévoit cette année que les choses seront moins tendues. Globalement on va vers une situation qui se stabilise et donc le nombre de personnes souffrant de la fin aigue devrait baisser. Par contre, il reste des problèmes structurels et l'insécurité alimentaire est l'expression la plus évidente de l'extrême pauvreté. C'est pour cela que ce rapport recommande qu'il est important pour les gouvernements d'investir aujourd'hui sous le développement d'une stratégie de protection sociale pour permettre d'avoir des filets de sécurité pour prendre en charge cette vulnérabilité résiduelle et permettre à ces groupes extrêmement démunis de ne pas être laissés à eux-mêmes mais de savoir que l'Etat avec l'appui de la communauté internationale est là pour les aider à travers des activités de filets de sécurité productifs en les faisant participer à des travaux générateurs de revenus, en les faisant participer à des cours d'alphabétisation pour adultes qui pourraient leur permettre de se requalifier et d'avoir des acquis qui leur permettraient d'accéder au marché du travail de façon plus simple. Merci

**SvdW :** Merci. Est-ce qu'il y a d'autres questions ? Merci M le Représentant, Merci à vous mesdames et messieurs les journalistes. Bonne journée et à la semaine prochaine

**XXXX**

\*\*\*\*\*

***Pour toute information supplémentaire, prière de contacter :***

Sylvie van den Wildenberg, Porte-parole  
Tel: (225) 06203305, Portable: (225)05990075  
Email: [vandenwildenberg@un.org](mailto:vandenwildenberg@un.org)

Juliette Amantchi, Chargée de l'Information/Relations avec les Médias  
Tél. : +225-20236675 ; Portable : + 225-05 99 01 57 ; Fax : +225-20235107  
Email : [amantchi@un.org](mailto:amantchi@un.org)

<http://www.onuci.org>

[Twitter @ONUCINFO](https://twitter.com/ONUCINFO)